

Avenant n° 3 du 25 novembre 2024

à l'accord du 4 mai 2022
relatif à la mise en œuvre du dispositif prévention et santé au travail

NOR : ASET2550071M

IDCC : 3239

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FEPEM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

SPAMAF ;

FESSAD UNSA ;

FCDS CGT ;

FGTA FO ;

CSAFAM,

d'autre part,

Préambule | Objet de l'avenant

Dans le cadre du déploiement du dispositif prévention des risques et santé au travail du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile, certaines dispositions de l'accord de mise en œuvre du dispositif prévention et santé au travail du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile du 4 mai 2022, étendu par l'arrêté du 18 juillet 2022, puis modifié par l'avenant n° 1 du 24 mars 2023 et par l'avenant n° 2 du 29 février 2024, doivent être complétées et/ou modifiées.

Le présent avenant a donc pour objet d'apporter des précisions sur l'objet de la contribution santé au travail, sur le défraiement des salariés et sur la composition du SPSTN sectoriel.

Ceci préalablement exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des particuliers employeurs et des salariés compris dans le champ d'application professionnel et géographique de la convention collective de la

branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile du 15 mars 2021, quel que soit le mode d'exercice de l'emploi, à savoir l'emploi direct et l'emploi intermédié.

Il est par ailleurs souligné que la spécificité des activités couvertes, et plus particulièrement l'exclusion de toute entreprise de son champ d'application, rend singulière la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile. Dès lors, les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, relatif aux entreprises de moins de cinquante salariés, ne sont pas applicables au présent avenant.

Article 2 | Modifications apportées à l'accord de mise en œuvre du dispositif prévention et santé au travail du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile du 4 mai 2022

Article 2.1 | Modifications apportées à l'article 2

Au deuxième alinéa de l'article 2, le mot « forfaitaire » est supprimé.

Article 2.2 | Modifications apportées à l'article 3

Le mot « forfaitaire » est supprimé au titre de l'article.

Article 2.3 | Modifications apportées à l'article 3.1

Au premier alinéa de l'article 3.1 :

- après les mots « Chaque particulier employeur est redevable » sont ajoutés les mots « ,conformément à l'article L. 4625-3 du code du travail, » ;
- après les mots « du paiement d'une contribution "santé au travail" » sont ajoutés les mots « , fixée par le présent accord et ».

Au premier tiret du premier alinéa de l'article 3.1, les mots « déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 4622-6 du code du travail et au principe de répartition *per capita* » sont supprimés et remplacés par « fixé selon la procédure prévue dans les statuts du SPSTN. Conformément à l'article L. 4622-6 du code du travail, le montant de cette cotisation est déterminé proportionnellement au nombre de salariés comptant chacun pour une unité, étant précisé que les dispositions relatives au coût moyen national prévues à l'alinéa 4 dudit article ne lui sont pas applicables. ».

Au deuxième tiret du premier alinéa de l'article 3.1, après les mots « le défraiement des salariés afin de compenser leur perte de rémunération et prendre en charge les frais engendrés par leur participation aux visites » sont ajoutés les mots « médicales et aux éventuels examens complémentaires prescrits par le service de prévention et de santé au travail ; ».

Article 2.4 | Modifications apportées à l'article 4.1

L'article 4.1 est intégralement réécrit comme suit :

- « Un défraiement, destiné à compenser la perte de salaire et à prendre en charge les frais de transport, est dû à tous les salariés qui participent à :
 - une visite médicale auprès du service de prévention et de santé au travail, à l'exception, pour la compensation des frais de transport, du cas où la visite a lieu à distance notamment par le biais d'outils utilisant les technologies de l'information et de la communication ;
 - des examens complémentaires prescrits par le service de prévention et de santé au travail. »

Article 2.5 | Modifications apportées à l'article 4.2

Au premier alinéa de l'article 4.2 :

- à la suite du premier tiret, est inséré le tiret suivant : « – la perte de salaire du salarié dans le cadre de son absence durant le temps de travail ou, le cas échéant, le temps passé aux éventuels examens complémentaires, prescrits par le service de prévention et de santé au travail hors temps de travail ; » ;
- sont insérés les mots « dans le cadre du suivi individuel de son état de santé, » entre les mots « – les frais de transport exposés par le salarié » et « à l'exception du cas où la visite a lieu à distance. »

À la suite du premier alinéa, sont insérés les nouveaux alinéas suivants :

« Afin de déterminer les montants de défraiement forfaitaire pour le temps passé à la réalisation du suivi individuel de l'état de santé des salariés, y compris le temps de transport pour s'y rendre le cas échéant, il est convenu de fixer les durées suivantes :

- la durée de la visite à distance est estimée à 1 heure ;
- la durée de la visite en présentiel est estimée à 2 heures ;
- la durée des examens complémentaires prescrits par le service de prévention et de santé au travail est estimée à 1 heure 30.

Le montant forfaitaire est établi à 12,75 euros nets par heure auquel s'ajoutent les cotisations sociales afférentes.

Ainsi :

Type de visite	Estimation de la durée de la visite et du temps de transport	Montant du défraiement versé au salarié (hors frais de transport)
Visite à distance	1 heure	12,75 €
Visite en présentiel	2 heures	2 heures × 12,75 €
Examens complémentaires	1 heure 30	1 heure 30 (1,5 heures) × 12,75 €

La prise en charge des frais de transport engagés par le salarié est réalisée sur la base d'un forfait de 11 euros nets, quel que soit le mode de transport utilisé. »

Les dispositions de l'actuel deuxième alinéa sont déplacées au dernier alinéa de l'article et après les mots « Ces montants » sont insérés les mots « et ces durées ».

Article 2.6 | Modifications apportées à l'article 4.3

Après les mots « Le temps passé par les salariés à la visite médicale », sont insérés les mots « et aux éventuels examens complémentaires prescrits par le service de prévention et de santé au travail ».

Les mots « qu'elle ait lieu » sont supprimés et remplacés par les mots « qu'ils aient lieu ».

Après les mots « Ainsi, il n'a pas à maintenir le salaire de ce dernier lorsqu'il se rend à la visite médicale », sont insérés les mots « et aux éventuels examens complémentaires prescrits par le service de prévention et de santé au travail. »

Article 2.7 | Modifications apportées à l'article 5.2

Les mots « et fonctionnement » sont supprimés au titre de l'article.

Le premier alinéa est supprimé.

Un nouvel article 5.2.1 est inséré « Article 5.2.1 "Composition du conseil d'administration" ».

Les dispositions de l'actuel deuxième alinéa sont insérées au nouvel article 5.2.1.

Un nouvel article 5.2.2 est inséré « Article 5.2.2 “Composition de la commission de contrôle” » :

« La commission de contrôle du SPSTN, eu égard aux spécificités du secteur et à titre dérogatoire, est composée :

1° Pour un tiers de représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles d’employeurs reconnues représentatives au niveau de la branche ;

2° Pour deux tiers de représentants des salariés désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche.

Les modalités de désignation sont précisées dans le règlement intérieur de la commission de contrôle du SPSTN. »

Article 3 | Durée et entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il modifie l’accord de mise en œuvre du dispositif prévention et santé au travail du secteur des particuliers employeurs et de l’emploi à domicile du 4 mai 2022 qui figure à l’annexe 1 « Prévention des risques et santé au travail » de la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l’emploi à domicile du 15 mars 2021.

Il entre en vigueur à compter du premier jour ouvré suivant la publication de l’arrêté d’extension au *Journal officiel*.

Le présent avenant fait l’objet d’un dépôt dans les conditions habituelles. Les parties signataires du présent avenant conviennent d’en demander l’extension conformément aux dispositions de l’article L. 2261-24 du code du travail.

Article 4 | Révision et dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et L. 2261-12 du Code du travail.

Il pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Les demandes de révision seront portées devant la CPPNI visée à l’article 19 de la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l’emploi à domicile.

Fait à Paris, le 25 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)